

COMMENTAIRE HEBDOMADAIRE

L'économie américaine à travers les brumes

Francis Généreux, économiste principal

L'impasse budgétaire qui sévit maintenant depuis un mois aux États-Unis crée un vide dans notre appréciation de la conjoncture économique américaine. Il y a évidemment le manque d'indicateurs publiés par le gouvernement fédéral américain qui se répercute aussi sur les données diffusées par d'autres sources. À l'exception du résultat de septembre de l'indice des prix à la consommation publié extraordinairement pour des raisons légales liées au programme de sécurité sociale, la dernière donnée d'importance publiée par le gouvernement fédéral était, à la fin de septembre, les revenus et dépenses des ménages du mois d'août.

Pour un économiste, mais aussi pour tous ceux qui doivent se tenir informés de la conjoncture américaine, un tel vide est contrariant. Toutefois, quand on se compare, on se console. Il y a des conséquences directes bien plus graves pour de nombreux Américains et les effets négatifs commencent à se faire sentir de plus en plus. Il y a évidemment environ 900 000 employés fédéraux sans salaire. Contrairement aux épisodes précédents, il est bien moins certain que ceux qui sont en congé forcé pourront tous avoir une paye rétroactive. De plus, certains fonctionnaires doivent composer avec les menaces de mises à pied permanentes proférées par l'administration Trump. D'autres doivent travailler sans rémunération pour le moment, ce qui risque d'affecter leur productivité. Les médias font d'ailleurs état d'un absentéisme accru dans certains métiers. Selon [Reuters \[en anglais seulement\]](#), environ 13 000 contrôleurs aériens et quelque 50 000 agents de sécurité doivent continuer à travailler sans salaire et un nombre accru d'absents a entraîné le retard de plus de 8 000 vols aux États-Unis dimanche dernier. On s'attend aussi à ce que le fonctionnement de certains programmes fédéraux soit bientôt compromis, notamment le programme d'aide alimentaire pour

les familles à faible revenu, qui n'aura vraisemblablement plus de financement à partir du 1^{er} novembre.

Il y aura certainement des conséquences directes de l'impasse budgétaire sur l'économie. Selon le [Congressional Budget Office \(CBO\) \[en anglais seulement\]](#), beaucoup de ces effets sont temporaires; mais plus celle-ci perdurera, plus ses effets néfastes s'accentueront. Le CBO estime que dans le scénario d'une impasse durant quatre semaines, la croissance trimestrielle annualisée du PIB réel au quatrième trimestre de 2025 serait réduite de 1,0 point de pourcentage. La diminution atteindrait 1,5 point si l'impasse dure six semaines, et 2,0 points si elle se prolonge jusqu'à huit semaines. Toutefois, le premier trimestre de 2026 pourrait, selon ses hypothèses, profiter d'un effet de rebond. Le CBO indique cependant que toutes ces estimations comportent une part importante d'incertitude.

À cette incertitude s'ajoute l'opacité de la conjoncture actuelle. C'est-ce que Jerome Powell a appelé en conférence de presse cette semaine « conduire dans le brouillard ». Et que fait-on lorsque l'on conduit dans le brouillard? On ralentit. L'image plus floue que l'on a présentement de l'économie américaine pourrait amener les investisseurs et les entreprises à être plus prudents dans leurs décisions d'affaires, voire à les retarder, ce qui risque aussi d'affecter la croissance.

Les données officielles de création d'emplois de septembre n'ont pas été publiées alors que normalement, celles d'octobre devaient être rendues publiques vendredi prochain. Le PIB réel du troisième trimestre n'a pas non plus été diffusé, ni les chiffres de revenu et de consommation des ménages de septembre. Les données sur les commandes, les ventes et les

TABLE DES MATIÈRES

Réflexions de la semaine.....	1	À surveiller	4	Indicateurs économiques	6
-------------------------------	---	--------------------	---	-------------------------------	---

Jimmy Jean, vice-président, économiste en chef et stratège • Randall Bartlett, économiste en chef adjoint
Benoit P. Durocher, directeur et économiste principal • Royce Mendes, directeur général et chef de la stratégie macroéconomique
Mirza Shaheryar Baig, stratège en devises étrangères • Marc-Antoine Dumont, économiste senior • Tiago Figueiredo, stratège macro
Francis Généreux, économiste principal • Florence Jean-Jacobs, économiste principale • Kari Norman, économiste • Sonny Scarfone, économiste principal
Oskar Stone, analyste • LJ Valencia, économiste
Desjardins, Études économiques : 514 281-2336 ou 1 866 866-7000, poste 5552336 • desjardins.economie@desjardins.com • desjardins.com/economie

NOTE AUX LECTEURS : Pour respecter l'usage recommandé par l'Office québécois de la langue française (OQLF), nous employons dans les textes et les tableaux les symboles k, M et G pour désigner respectivement les milliers, les millions et les milliards. **MISE EN GARDE :** Ce document s'appuie sur des informations publiques, obtenues de sources jugées fiables. Le Mouvement Desjardins ne garantit d'aucune manière que ces informations sont exactes ou complètes. Ce document est communiqué à titre informatif uniquement et ne constitue pas une offre ou une sollicitation d'achat ou de vente. En aucun cas, il ne peut être considéré comme un engagement du Mouvement Desjardins et celui-ci n'est pas responsable des conséquences d'une quelconque décision prise à partir des renseignements contenus dans le présent document. Les prix et les taux présentés sont indicatifs seulement parce qu'ils peuvent varier en tout temps, en fonction des conditions de marchés. Les rendements passés ne garantissent pas les performances futures, et les Études économiques n'assument aucune prestation de conseil en matière d'investissement. Les opinions et les prévisions figurant dans le document sont, sauf indication contraire, celles des auteurs et ne représentent pas la position officielle du Mouvement Desjardins. Copyright © 2025, Mouvement Desjardins. Tous droits réservés.

stocks des entreprises sont aussi manquantes. Alors que le regard des analystes et des investisseurs est beaucoup tourné vers la politique commerciale, les dernières données complètes concernant les exportations et les importations, y compris le détail des tarifs perçus, datent de juillet.

L'absence de ces données phares est évidemment contraignante. De plus, l'impasse budgétaire pourrait compromettre la collecte de données permettant de colliger ces indicateurs. La Maison-Blanche a déjà mentionné que l'indice des prix à la consommation du mois d'octobre pourrait ne pas être publié.

Tout ça, c'est ce que l'on ne sait pas de la conjoncture, mais qu'est-ce que l'on en sait? D'autres indicateurs qui ne sont pas issus du gouvernement fédéral nous donnent une certaine idée de l'évolution actuelle de l'activité économique.

Le marché du travail

Les données mensuelles sur la création d'emplois sont peut-être l'indicateur le plus surveillé par les analystes et les marchés. Alors que l'on perçoit depuis quelques mois un ralentissement des embauches, l'absence de données est vraiment inopportun. Il y a cependant quelques sources alternatives de données. En premier lieu, on retrouve les demandes hebdomadaires d'assurance-chômage. À cause du *shutdown*, le gouvernement fédéral ne publie plus les données nationales. Mais en compilant les données de chacun des États, on peut retomber sur celles-ci. On remarque que leur plus récent niveau (soit la semaine qui s'achevait le 18 octobre) n'est pas très éloigné de la moyenne observée depuis août (graphique 1). La firme ADP vient tout juste de commencer à publier des données préliminaires hebdomadaires de son indicateur de création d'emplois. Ainsi, 14 250 emplois auraient été créés au cours des quatre semaines se terminant le 11 octobre, selon cet indicateur. C'est faible, mais ce n'est pas un grand changement par rapport au résultat mensuel de -32 000 emplois publié pour septembre. Du même souffle, les données de la firme Indeed montrent que les offres d'emplois ont légèrement diminué depuis un mois, poursuivant la lourde tendance des dernières années. Somme toute, il semble

que la faiblesse du marché du travail persiste, mais ne s'empire pas vraiment. Cela dit, les effets des mises à pied effectuées en début d'année ainsi que les conséquences indirectes de l'impasse budgétaire pourraient fortement affecter le niveau d'emploi en octobre. De plus, les récentes annonces de suppressions de postes de la part de grandes entreprises seront à surveiller, notamment au sein d'indicateurs de mises à pied, comme celui de la firme Challenger dont on aura la donnée d'octobre jeudi prochain.

Les prix

À cause d'une contrainte légale, le Bureau of Labor Statistics a publié les résultats de septembre de l'indice des prix à la consommation, et ce, malgré l'absence de budget. On pouvait y voir que l'inflation demeure plus élevée que la cible de 2 % de la Réserve fédérale. Les effets des tarifs douaniers sont de plus en plus perceptibles dans les prix des biens, mais les prix des services ralentissent. L'absence de données concernant les prix à la production et aux exportations/importations est une contrainte qui nous empêche de bien jauger l'effet des tarifs sur les pressions inflationnistes qui affectent les entreprises. En août, la forte baisse de la composante liée au commerce dans les prix à la production nous permettait de croire que les entreprises épougeaient encore beaucoup les hausses de coûts liées aux tarifs. L'absence totale et permanente de données sur l'inflation en octobre à cause du *shutdown* serait évidemment décevante dans une période si cruciale.

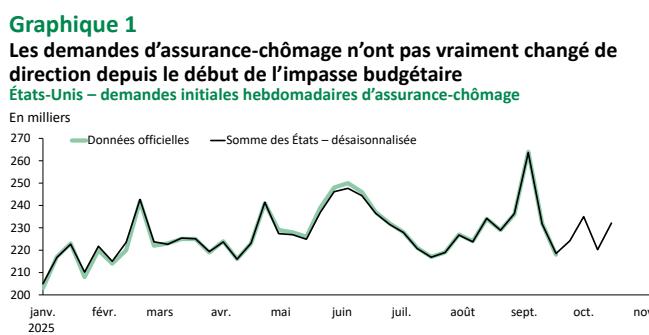
Le commerce international

Nous n'avons pas de données officielles et finales concernant les exportations et la balance commerciale des États-Unis depuis juillet. Les données préliminaires d'août faisaient état d'une baisse de 1,3 % des exportations de biens et d'une chute de 7,0 % des importations de biens. Il semble donc que les échanges commerciaux demeurent très volatils, comme on l'a d'ailleurs déjà vu au premier semestre de 2025.

Du côté des tarifs, nous n'avons pas non plus de données depuis juillet concernant les détails par produits importés et par pays de provenance des biens tarifés. Cela dit, le Trésor américain a signalé que 30,5 G\$ US avaient été perçus comme tarifs douaniers en septembre, semblables aux 30,1 G\$ US d'août et plus que les 28,4 G\$ US de juillet. L'augmentation des revenus de tarifs se poursuit donc, mais ne s'accélère pas vraiment.

Les ventes et la consommation

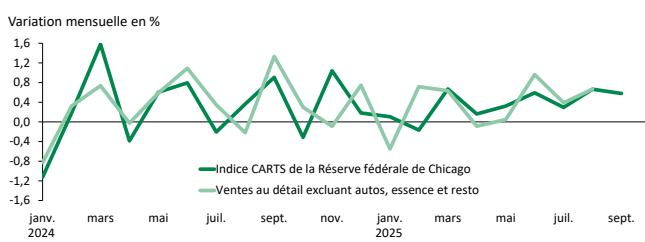
Quelques indicateurs peuvent nous donner une idée de l'évolution des ventes depuis août, dernière donnée publiée par le Census Bureau. Ces indicateurs ne sont généralement pas parfaits et ne couvrent qu'une partie des transactions liées aux ventes au détail. Le Visa Spending Momentum Index, entre autres, suggère une légère hausse de la consommation



discrétaire en septembre, mais une baisse des achats non discrétaire. La Réserve fédérale de Chicago publie un indice hebdomadaire des ventes au détail et celui-ci pointait pour septembre vers une assez bonne hausse (graphique 2).

Graphique 2

La croissance des ventes au détail américaines semble avoir été encore bonne en septembre



CARTS : Chicago Advance Retail Trade Summary
Réserve fédérale de Chicago, U.S. Census Bureau et Desjardins, Études économiques

Le secteur immobilier résidentiel

On sent que le secteur de l'habitation est à un moment charnière aux États-Unis. Les ventes de maisons ont connu quelques mois plus difficiles et l'investissement résidentiel est en baisse depuis maintenant plusieurs trimestres. Les prix des maisons existantes ont diminué pendant cinq mois consécutifs pour ensuite enregistrer une hausse en août. Nous n'avons plus de données sur les mises en chantier ni sur les ventes de maisons neuves depuis août. Mais les ventes de maisons existantes ont augmenté de 1,5 % en septembre, pour continuer les mouvements en dents de scie qui les caractérisent depuis la fin de 2024. Toutefois, les demandes de prêts hypothécaires ont diminué au cours des dernières semaines. Tout cela suggère que le marché de l'habitation cherche encore sa voie malgré la baisse des taux hypothécaires observée depuis l'été dernier.

Confiance des ménages et enquêtes auprès des entreprises

Il n'y a pas d'interruptions de données concernant les principaux indices de confiance, qui sont tous produits indépendamment du gouvernement fédéral. Les indicateurs pour octobre montrent en général une modeste détérioration de l'humeur des consommateurs. Cela est compatible avec nos prévisions d'une croissance plus faible de la consommation réelle, après les bons mois plutôt étonnantes qui ont été enregistrés aux États-Unis. L'impasse budgétaire ne semble pas avoir eu un grand effet cette fois-ci. Selon l'enquête de l'Université du Michigan, « peu d'éléments indiquent que les consommateurs font le lien entre la fermeture du gouvernement fédéral et la situation économique. Seuls environ 2 % des personnes interrogées ont mentionné spontanément la fermeture lors des entretiens de ce mois, contre 10 % en janvier 2019. [...] l'inflation et les prix élevés demeurent au premier plan des préoccupations des consommateurs ».

Du côté des enquêtes auprès des entreprises, le secteur manufacturier fait du surplace, plus inquiété par les effets négatifs des tarifs que par les effets positifs claironnés par l'administration Trump. Pour les services, l'indice ISM est tombé à 50,0 en septembre, directement sur la frontière entre une croissance et une décroissance de l'activité.

Nous aurons de nouvelles données pour octobre de la part des indices ISM cette semaine et nous pourrons voir si le secteur des services sombrera davantage, rebondira ou fera simplement du surplace. Nous aurons aussi la version préliminaire de novembre de l'indice de confiance des consommateurs de l'Université du Michigan.

Une conjoncture floue, mais une croissance qui semble rester stable

À la lumière de ces informations, on peut conclure que la croissance demeure assez stable aux États-Unis. Il ne semble pas y avoir de grands revirements de situation. Une détérioration s'observerait d'abord dans des chutes de la confiance ou dans une hausse prononcée et soutenue des demandes hebdomadaires d'assurance-chômage. Cela dit, en incluant les effets directs de l'impasse budgétaire, on peut s'attendre à une croissance du PIB réel plus modeste pour le quatrième trimestre alors que l'on peut continuer de présumer que le gain s'est approché de 3 % au troisième trimestre. Il est évident que l'engouement pour l'intelligence artificielle, y compris l'effet positif sur l'investissement des entreprises, joue un rôle positif sur la croissance jusqu'à maintenant cette année. Il reste à voir si cet effet se poursuivra, ainsi que sur la Bourse, dont la hausse semble aussi soutenir l'humeur des investisseurs et des ménages.

Même si l'on « conduit dans le brouillard », la route semble pour le moment rester droite.

À surveiller

ÉTATS-UNIS

* En raison de l'impasse budgétaire aux États-Unis, il est possible que certains indicateurs ne soient pas publiés selon l'horaire.

LUNDI 3 novembre - 10:00

	Octobre
Consensus	49,4
Desjardins	49,6
Septembre	49,1

Indice ISM manufacturier (octobre) – L'ISM manufacturier a enregistré une modeste hausse en septembre tout en demeurant sous la barre des 50. Les commentaires publiés avec les résultats faisaient encore beaucoup référence aux perturbations occasionnées par les hausses de tarifs douaniers de la part de l'administration Trump. Pour le mois d'octobre, on s'attend à une nouvelle hausse de l'ISM manufacturier. Les données régionales publiées jusqu'à maintenant se sont montrées plutôt mixtes, mais le constat global est tout de même positif. L'ISM manufacturier pourrait passer à 49,6. Il faudra encore une fois bien surveiller les différentes composantes de l'indice, notamment celle liée à l'emploi, qui a remonté un peu au cours des derniers mois.

MERCREDI 5 novembre - 10:00

	Octobre
Consensus	50,7
Desjardins	49,8
Septembre	50,0

Indice ISM services (octobre) – L'ISM services est tombé en septembre directement sur la barre des 50, qui fait la différence entre une progression ou une contraction de l'activité dans le secteur non manufacturier. Les indices tirés des enquêtes régionales auprès des entreprises ainsi que les indices de confiance des consommateurs pointent vers une nouvelle diminution de l'indice national. L'impasse budgétaire pourrait d'ailleurs affecter négativement certaines entreprises. On s'attend donc à ce que l'indice diminue légèrement à 49,8.

VENDREDI 7 novembre - 10:00

	Novembre
Consensus	53,0
Desjardins	53,0
Octobre	53,6

Indice de confiance des consommateurs de l'Université du Michigan (novembre – préliminaire) – L'humeur des ménages s'est encore détériorée en octobre selon l'enquête de l'Université du Michigan. En fait, on peut aussi voir que la situation s'est dégradée au cours du mois alors que le résultat de la version finale (53,6) était plus bas que celui de la version préliminaire (55,0). C'est quelquefois un signe que le mois suivant sera aussi en baisse. L'impasse budgétaire semble avoir eu peu d'incidence sur le résultat d'octobre, mais son prolongement pourrait faire en sorte que les données de novembre seront davantage affectées. Cela dit, la bonne tenue de la Bourse depuis la mi-octobre, la diminution des prix de l'essence ainsi que celle des taux d'intérêt hypothécaires pourraient être bien vues par les consommateurs. On s'attend donc à une autre baisse de la confiance en novembre, quoique modeste.

VENDREDI 7 novembre - 15:30

	G\$ US
Consensus	11,000
Desjardins	12,000
Août	0,363

Crédit à la consommation (septembre) – Le crédit à la consommation a ralenti en août. Sa croissance a été affectée par une baisse du crédit renouvelable (cartes et marges de crédit) alors que le crédit à terme s'est montré plus stable. On s'attend toutefois à un rebond de l'octroi de crédit à la consommation pour le mois de septembre. C'est le signal que procurent les données hebdomadaires du crédit bancaire. On a aussi observé une hausse des ventes d'automobiles au cours du mois et certaines données (en l'absence des indicateurs fournis par le gouvernement fédéral) montrent que le reste de la consommation a cru à un assez bon rythme. Un gain de près de 12 G\$ US du crédit à la consommation est prévu.

VENDREDI 7 novembre - 8:30

Octobre	-20 000
Consensus	10 000
Septembre	60 400

CANADA

Création d'emplois (octobre) – Après le solide résultat de septembre, l'*Enquête sur la population active*, toujours volatile, pourrait nous surprendre. Toutefois, en l'absence de signaux clairs pour le mois, nous prévoyons une progression modeste du marché du travail canadien, avec la création d'environ 10 000 emplois. Compte tenu des tendances actuelles de croissance démographique et de taux d'activité, le taux de chômage devrait demeurer inchangé à 7,1 %. Les chiffres de septembre ont contribué à apaiser les inquiétudes concernant la population en âge de travailler (25-54 ans), le taux de chômage de ce groupe ayant diminué après un bond à la fin de l'été. Le secteur manufacturier a aussi connu une reprise notable avec le retour de l'emploi au niveau de 2024. La croissance des salaires a été un peu plus forte le mois dernier, mais elle est demeurée à l'intérieur d'une fourchette qui correspond à la normalisation vers les niveaux d'avant la pandémie. Nous nous attendons à ce que cette tendance se poursuive à mesure que les pressions inflationnistes sous-jacentes s'atténueront. Nous surveillerons de près tout signe indiquant que la faiblesse observée dans les secteurs exposés au commerce se répand dans d'autres secteurs de l'économie. Même s'il y a eu plusieurs conflits de travail à travers le pays, ces perturbations sont plus susceptibles d'avoir eu une incidence sur les heures travaillées que sur les niveaux d'emploi.

SAMEDI 9 novembre - 20:30

Octobre	a/a
Consensus	nd
Septembre	-0,3 %

OUTRE-MER

Chine : Indice des prix à la consommation (octobre) – L'inflation en Chine pourrait demeurer en territoire négatif en octobre. La faiblesse persistante des prix alimentaires, notamment du porc, continue de peser sur l'indice total. Les mesures de relance mises en place par les autorités, soit la réduction des taux d'intérêt, le soutien au secteur immobilier et les incitatifs à la consommation, n'ont pas encore permis de générer une reprise marquée des prix et de la demande intérieure. Dans ce contexte, la Chine demeure confrontée à des pressions déflationnistes, ce qui pourrait inciter les autorités à intensifier leurs interventions pour stabiliser la croissance et éviter un enlisement prolongé. Le potentiel nouvel accord commercial entre la Chine et les États-Unis, qui a été annoncé cette semaine, pourrait également bonifier la croissance dans les prochains trimestres.

Indicateurs économiques

Semaine du 3 au 7 novembre 2025

Jour	Heure	Indicateur	Période	Consensus		Données précédentes
ÉTATS-UNIS						
* En raison de l'impasse budgétaire aux États-Unis, il est possible que certains indicateurs ne soient pas publiés selon l'horaire.						
LUNDI 3	10:00	Dépenses de construction (m/m)	Sept.	nd	nd	nd
	10:00	Indice ISM manufacturier	Oct.	49,4	49,6	49,1
	14:00	Discours d'une gouverneure de la Réserve fédérale, L. Cook				
	---	Ventes d'automobiles (taux ann.)	Oct.	15 500 000	15 250 000	16 390 000
MARDI 4	6:35	Discours d'une vice-présidente de la Réserve fédérale, M. Bowman				
	8:30	Balance commerciale – biens et services (G\$ US)	Sept.	nd	nd	nd
	10:00	Nouvelles commandes manufacturières (m/m)	Sept.	nd	nd	nd
MERCREDI 5	10:00	Indice ISM services	Oct.	50,7	49,8	50,0
JEUDI 6	8:30	Demandes initiales d'assurance-chômage	27-31 oct.	225 000	nd	nd
	8:30	Productivité non agricole – préliminaire (taux ann.)	T3	4,0 %	nd	3,3 %
	8:30	Coût unitaire de main-d'œuvre – préliminaire (taux ann.)	T3	0,8 %	nd	1,0 %
	10:00	Stocks des grossistes – final (m/m)	Sept.	nd	nd	nd
	11:00	Discours d'un vice-président de la Réserve fédérale, M. Barr				
	12:00	Discours de la présidente de la Réserve fédérale de Cleveland, B. Hammack				
	15:30	Discours d'un gouverneur de la Réserve fédérale, C. Waller				
	17:30	Discours du président de la Réserve fédérale de Saint-Louis, A. Musalem				
VENDREDI 7	8:30	Création d'emplois non agricoles	Oct.	nd	nd	nd
	8:30	Taux de chômage	Oct.	nd	nd	nd
	8:30	Heures hebdomadaires travaillées	Oct.	nd	nd	nd
	8:30	Salaire horaire moyen (m/m)	Oct.	nd	nd	nd
	10:00	Indice de confiance du Michigan – préliminaire	Nov.	53,0	53,0	53,6
	15:00	Discours d'un gouverneur de la Réserve fédérale, S. Miran				
	15:00	Crédit à la consommation (G\$ US)	Sept.	11,000	12,000	0,363

CANADA

* En raison de l'impasse budgétaire aux États-Unis, il est possible que certains indicateurs ne soient pas publiés selon l'horaire.						
LUNDI 3	13:30	Discours du gouverneur de la Banque du Canada, T. Macklem				
MARDI 4	8:30	Balance commerciale (G\$)	Sept.	nd	nd	-6,32
	---	Budget fédéral 2025				
MERCREDI 5	---	---				
JEUDI 6	---	Mise à jour économique et budgétaire 2025 du gouvernement de l'Ontario				
VENDREDI 7	8:30	Création d'emplois	Oct.	-20 000	10 000	60 400
	8:30	Taux de chômage	Oct.	7,2 %	7,1 %	7,1 %

Note : Desjardins, Études économiques participent à toutes les semaines au sondage de la maison Bloomberg pour le Canada et les États-Unis. Environ 15 économistes sont consultés pour le sondage au Canada et près d'une centaine du côté américain. Les simplifications m/m, t/t et a/a correspondent respectivement à des variations mensuelles, trimestrielles et annuelles. À la suite du trimestre, les simplifications p, d et t correspondent respectivement à première estimation, deuxième estimation et troisième estimation. Les heures indiquées sont à l'heure normale de l'Est (GMT -5 heures).  Prévisions de Desjardins, Études économiques du Mouvement Desjardins.

Indicateurs économiques

Semaine du 3 au 7 novembre 2025

Pays	Heure	Indicateur	Période	Consensus m/m (t/t)	a/a	Données précédentes m/m (t/t)	a/a
OUTRE-MER							
DURANT LA SEMAINE							
Chine	---	Balance commerciale (G\$ US)	Oct.	95,60		90,45	
LUNDI 3							
Italie	3:45	Indice PMI manufacturier	Oct.	49,3		49,0	
France	3:50	Indice PMI manufacturier – final	Oct.	48,3		48,3	
Allemagne	3:55	Indice PMI manufacturier – final	Oct.	49,6		49,6	
Zone euro	4:00	Indice PMI manufacturier – final	Oct.	50,0		50,0	
Royaume-Uni	4:30	Indice PMI manufacturier – final	Oct.	49,6		49,6	
Australie	22:30	Réunion de la Banque de réserve d'Australie	Nov.	3,60 %		3,60 %	
MARDI 4							
---	---	---					
MERCREDI 5							
Allemagne	2:00	Commandes manufacturières	Sept.	1,0 %	-3,9 %	-0,8 %	1,5 %
France	2:45	Production industrielle	Sept.	0,1 %	0,7 %	-0,7 %	0,4 %
Suède	3:30	Réunion de la Banque de Suède	Nov.	1,75 %		1,75 %	
Italie	3:45	Indice PMI composite	Oct.	52,2		51,7	
Italie	3:45	Indice PMI services	Oct.	53,0		52,5	
France	3:50	Indice PMI composite – final	Oct.	46,8		46,8	
France	3:50	Indice PMI services – final	Oct.	47,1		47,1	
Allemagne	3:55	Indice PMI composite – final	Oct.	53,8		53,8	
Allemagne	3:55	Indice PMI services – final	Oct.	54,5		54,5	
Zone euro	4:00	Indice PMI composite – final	Oct.	52,2		52,2	
Zone euro	4:00	Indice PMI services – final	Oct.	52,6		52,6	
Italie	4:00	Ventes au détail	Sept.	nd	nd	-0,1 %	0,5 %
Royaume-Uni	4:30	Indice PMI composite – final	Oct.	51,1		51,1	
Royaume-Uni	4:30	Indice PMI services – final	Oct.	51,1		51,1	
Zone euro	5:00	Indice des prix à la production	Sept.	-0,1 %	-0,2 %	-0,3 %	-0,6 %
Brésil	16:30	Réunion de la Banque centrale du Brésil	Nov.	15,00 %		15,00 %	
JEUDI 6							
Allemagne	2:00	Production industrielle	Sept.	3,0 %	0,1 %	-4,3 %	-3,9 %
Norvège	4:00	Réunion de la Banque de Norvège	Nov.	4,00 %		4,00 %	
Zone euro	5:00	Ventes au détail	Sept.	0,2 %	1,0 %	0,1 %	1,0 %
Royaume-Uni	7:00	Réunion de la Banque d'Angleterre	Nov.	4,00 %		4,00 %	
Mexique	14:00	Réunion de la Banque du Mexique	Nov.	7,25 %		7,50 %	
VENDREDI 7							
Allemagne	2:00	Balance commerciale (G€)	Sept.	16,9		17,2	
France	2:45	Balance commerciale (M€)	Sept.	nd		-5 529	
France	2:45	Compte courant (G€)	Sept.	nd		1,5	
France	2:45	Salaires – préliminaire	T3	nd		0,5 %	
SAMEDI 8							
Chine	20:30	Indice des prix à la consommation	Oct.	nd		-0,3 %	
Chine	20:30	Indice des prix à la production	Oct.	nd		-2,3 %	

Note : Contrairement au Canada et aux États-Unis, la divulgation des chiffres économiques outre-mer se fait de façon beaucoup plus approximative. La journée de publication des statistiques est donc indicative seulement. Les simplifications m/m, t/t et a/a correspondent respectivement à des variations mensuelles, trimestrielles et annuelles. À la suite du trimestre, les simplifications p, d et t correspondent respectivement à première estimation, deuxième estimation et troisième estimation. Les heures indiquées sont à l'heure normale de l'Est (GMT -5 heures).